



IMPÔTS

CONSEIL
RÉGIONAL

Zigzag



RÉGION CHAMPAGNE- ARDENNE

UNE AUGMENTATION RÉGULIÈRE DES IMPÔTS RÉGIONAUX

Lors du premier livre noir des régions, la région Champagne-Ardenne était l'une des rares régions socialistes à ne pas faire exploser les impôts régionaux, se contentant d'une augmentation de seulement 8 % la première année. L'an dernier, Jean-Paul Bachy avait rattrapé « son retard ». Cette année, l'exécutif régional de gauche devient le champion de France de l'augmentation de la fiscalité avec une hausse de 7,4 % des impôts régionaux en 2008.

Région Champagne - Ardenne

Ainsi en augmentant chaque année régulièrement les impôts, mais sans l'exagération des régions Bourgogne ou Languedoc-Roussillon, la majorité de gauche prélève chaque année en moyenne entre 20 et 26 M€ d'impôts supplémentaires dans les poches des ménages et des entreprises de Champagne-Ardenne.

A cela s'ajoute, l'augmentation de **5 € par cheval vapeur fiscal sur les produits de cartes grises.**

« C'est le prix d'un paquet de cigarette », minimise Jean-Paul Bachy. Au final, ce sont tout de même **7 M€ supplémentaires** qui sont prélevés chaque année sur les automobilistes et donc sur le pouvoir d'achat des habitants de la région. Les entreprises ne sont pas épargnées. Là encore, il faut souligner les contradictions entre les déclarations de l'exécutif qui souhaite d'une main, favoriser le développement économique de la région et qui de l'autre freine le développement et l'investissement des entreprises **en augmentant la taxe professionnelle de 38 %**. L'intégration d'une seconde vague du personnel TOS pour 2008 coûtera **20 M€**

(financé par la TIPP et non pas par la fiscalité directe), le transfert de l'AFPA financé également par la TIPP viendra gonfler ce nouveau budget de **17 M€**. En prenant en considération ces 2 nouvelles charges incompressibles d'un montant global de **37 M€**, nous pouvons en déduire qu'en « isolant » celles-ci, le BP 2008 serait inférieur à celui de 2007. (618 M€ - 37 M€ = 581 M€).

A quoi servent les hausses d'impôts ?

Il est inquiétant dans le même temps de demander aux ménages et entreprises de Champagne-Ardenne de mettre la main à la poche et de ne pas augmenter significativement les investissements. Augmenter les impôts pour financer un vaste programme d'investissement est compréhensible.

Pour 2008, c'est tout le contraire : Baisse des investissements, baisse de l'emprunt et augmentation des impôts ! En réalité, l'exécutif de gauche se retrouve devant la problématique de gestion de sa dette.

Pour mémoire : En 2004, la dette coûtait 8,7 M€ contre 21 M€ en 2008 ! Soit 12 M€ de plus ! Sur le seul exercice budgétaire 2008, la région devra déboursier 5 M€ supplémentaires comparé à 2007 !

Le remboursement de la dette ne peut pas s'effectuer par l'emprunt. C'est une charge de fonctionnement et non d'investissement.

De ce fait, et pour la première fois depuis son arrivée à la tête de l'exécutif régional, le Président de Région ne peut plus se réfugier

derrière le moindre alibi tel que la décentralisation comme il l'a fait depuis 2004.

La sanction tombe, le poids de la dette est croissant et même en faisant au mieux dans les recherches d'économies, il ne peut se résoudre qu'à faire financer cette charge autrement qu'en se tournant vers le contribuable !

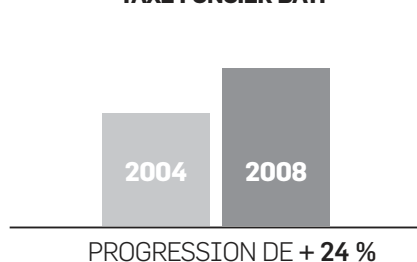
L'absence de réflexion à long terme sur l'avenir de la région

L'exécutif de gauche gère la région au jour le jour. C'est la philosophie du toujours plus. On dépense plus, on augmente les impôts... Faute de réaliser des arbitrages entre certains projets, la région multiplie les actions dans des domaines qui ne sont pas forcément de sa compétence.

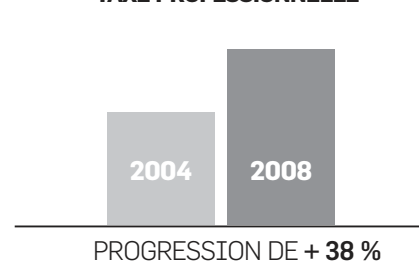
La conséquence de cette gestion irresponsable est depuis 2004, l'explosion du service de la dette qui pèsera sur les générations futures et donc sur le développement à venir de la région.

“ L'exécutif déclare vouloir favoriser le développement économique en augmentant la taxe professionnelle de 38%.”

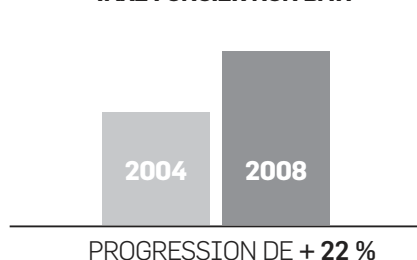
TAXE FONCIER BÂTI



TAXE PROFESSIONNELLE



TAXE FONCIER NON BÂTI



SERVICE DE LA DETTE

